

# Le Dialogue d’Affaires Algérie-Maroc: Le Secteur de l’Énergie renouvelable

---

Le 16 décembre dernier, l’Institut EastWest (EWI) a organisé, en partenariat avec les Chambres de Commerce Allemandes à Alger et à Casablanca, un webinaire intitulé “Le Secteur de l’Énergie renouvelable: Défis et Opportunités pour la Coopération”— la dernière de toute une série de rencontres en ligne constituant le fil conducteur du Dialogue d’Affaires Algérie-Maroc lancé par l’EWI. Ce webinaire a rassemblé cinq dirigeants d’entreprise – trois d’Algérie et deux du Maroc – dans le cadre d’un dialogue d’affaires transfrontalier visant à promouvoir une connectivité économique renforcée entre les deux pays dans le secteur de l’énergie renouvelable.

## Le Secteur de l’Énergie renouvelable

L’énergie est l’un des rares secteurs industriels dans lesquels l’Algérie et le Maroc bénéficient d’un certain niveau de coopération économique. Selon les données les plus récentes de l’Observatoire de la Complexité économique (2018), le gaz de pétrole et le pétrole raffiné représentaient presque 90% (environ 622 millions de dollars US) du total des exportations de l’Algérie à destination du Maroc. Malgré cette nette amélioration par rapport au commerce bilatéral dans d’autres secteurs, les chiffres susmentionnés ne sont rien à côté du montant des échanges réalisés tant par l’Algérie que par le Maroc avec des pays tiers, en Europe comme dans le reste du monde.

Cependant, le secteur des énergies renouvelables constitue un moyen plus durable et plus écologique à la portée de ces deux pays, leur ouvrant de nouvelles voies de coopération économique aussi bien au niveau bilatéral que dans les rapports commerciaux de chacun d’entre eux au-delà du Maghreb, notamment en direction de l’Europe. Contrairement à d’autres pays de la région du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord (MENA), le Maroc est un importateur net d’énergie,

avec un taux de dépendance des importations atteignant presque 90% de ses besoins énergétiques. À son tour, l'Algérie doit rechercher à tout prix des moyens plus durables afin de renoncer aux exportations de pétrole et de gaz, au bénéfice de sa diversification économique.

Alger et Rabat ont proposé des plans ambitieux visant à maîtriser l'énergie verte dont ils partagent plusieurs sources – éolienne, solaire, hydrique et géothermique. Toutefois, les performances des deux gouvernements en la matière sont encore bien contrastées. Alors que l'Algérie n'a pas réussi à atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés elle-même dans le domaine de l'éolien, le Maroc est en passe de faire reconnaître sur le plan international son engagement à couvrir 52% de ses besoins en électricité à partir d'énergies renouvelables.

## **L'Expérience locale**

Les participants au webinaire ont aidé, par leurs apports éclairés, à dresser l'état des lieux, tant en Algérie qu'au Maroc, concernant les succès et les échecs des initiatives prises par eux-mêmes ou par les gouvernements en matière de sources renouvelables et de consommation d'énergie. Les entrepreneurs du secteur ont fait état d'un problème commun des deux côtés de la frontière: l'impossibilité de connecter leurs produits au réseau électrique national.

Selon les participants, une partie de l'énergie solaire disponible dans la région est bien connectée aux réseaux nationaux; toutefois, beaucoup reste encore à faire, considérant le potentiel du marché, ainsi que la nécessité de réduire la dépendance vis-à-vis des sources d'énergie non renouvelables. Parmi les initiatives actuelles des participants, il y a les systèmes de pompage solaire installés pour aider les agriculteurs trop souvent affectés par des coupures de courant, ainsi que la fourniture d'électricité à des personnes habitant des zones isolées. Néanmoins, l'impossibilité d'effectuer le raccordement aux réseaux nationaux signifie que les entrepreneurs ne sont pas en mesure de transporter les réserves énergétiques excédentaires.

Malgré tous ces défis, les participants ont fait valoir la complémentarité entre l'Algérie et le Maroc en fait de connaissances et de savoir-faire, sans oublier les différents moyens facilitant les échanges de compétences. L'Algérie pourrait tirer parti de l'expérience du Maroc en

matière d'accès au financement et de renforcement du cadre institutionnel, en raison du manque de coopération entre certains ministères au niveau de la capitale. À son tour, l'Algérie a une meilleure maîtrise des injections d'énergies renouvelables et a pris de l'avance sur son voisin en ce qui concerne la commercialisation et la distribution desdites énergies. Les deux pays ont, par ailleurs, à apprendre de la Tunisie, leur voisin dans la région, comment élaborer une réglementation pertinente pour le développement du marché. C'est à partir de ces idées et de ces réflexions que l'Institut EastWest, les Chambres de Commerce Allemandes à Alger et à Casablanca, et les participants, ont formulé une stratégie résumée dans les recommandations politiques ci-dessous.

## Recommandations

**Utiliser des systèmes d'énergie hybride** liant les infrastructures énergétiques actuelles au secteur des énergies renouvelables. L'Algérie a déjà acquis une certaine expérience dans ce domaine, avec des systèmes énergétiques hybrides parfaitement convergents, de nature à faciliter la coopération transfrontalière. Les deux pays doivent s'assurer d'un approvisionnement électrique fiable, ce qui pourrait se réaliser par un processus d'hybridation combinant le biogaz avec l'énergie solaire.

**Relancer le projet DESERTEC** grâce à la mise au point de nouveaux modèles capables de remédier aux inconvénients qui avaient refroidi l'enthousiasme suscité dans un premier temps par cette initiative. Conçu au départ pour transformer l'abondante énergie solaire du Sahara en électricité censée répondre aux besoins tant locaux qu'européens, ce projet ne cesse d'offrir à l'Algérie et au Maroc un moyen viable pour mettre au point un vaste projet multinational leur permettant non seulement de subvenir à leurs propres besoins énergétiques, mais aussi de diversifier les sources de revenus.

**Accorder des exonérations fiscales ou douanières aux produits de fabrication locale** originaires de la région. Cela permettrait d'aborder deux des principales questions qui ont refait surface tout au long du projet. L'Algérie et le Maroc pourraient ainsi échanger des produits sur leurs marchés respectifs, ce qui donnerait aux consommateurs locaux la possibilité de mieux connaître les marchandises venues de l'autre côté de la frontière. Ces échanges

pourraient, à leur tour, dissiper le manque de confiance dans les produits d'origine arabe ou maghrébine proposés sur les marchés des deux pays.

**Fédérer les opérateurs du marché dans le secteur des énergies renouvelables** pour qu'ils puissent coopérer et agir de concert dans leurs efforts visant à influencer et à faire pression sur les pouvoirs locaux. Encore une fois, c'est une politique qui requiert une stratégie en deux volets ciblant la prise de décisions en même temps que la coopération transfrontières, à utiliser par ailleurs dans le cadre des négociations avec des tierces parties prenantes, notamment l'Europe.

**Mettre en commun les ressources orientées vers le marché européen.** Étant donné que l'Union européenne s'est donné pour but de réduire drastiquement les émissions de carbone sur tout son territoire, sans compter le fait que le continent doit se procurer des sources d'énergie alternatives, l'Afrique du Nord se voit offrir une occasion exceptionnelle pour cimenter sa capacité de concertation collective en vue des futures négociations avec l'UE dans le domaine de l'énergie.

## À propos du Dialogue d'Affaires Algérie-Maroc

En dépit de son énorme potentiel, le Maghreb est souvent classé parmi les régions du monde les moins intégrées sur le plan économique. Le Dialogue d'Affaires Algérie-Maroc est un projet visant à réunir des dirigeants d'entreprise algériens et marocains intervenant dans de nombreux secteurs, afin de surmonter les obstacles aux échanges entre les deux voisins.

Les dialogues ont porté sur toute une série d'industries et de thématiques essentielles à la réussite des entreprises algériennes et marocaines, dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, l'agriculture, les soins de santé, les incidences du numérique et des nouvelles technologies, ainsi que l'énergie – en mettant plus particulièrement l'accent sur la manière d'agir pour attirer les investissements de qualité, assurer la protection de l'environnement et dynamiser l'entrepreneuriat féminin.

La COVID-19 a malheureusement eu des conséquences néfastes pour le déroulement général du projet selon l'échéancier initialement prévu. Chaque réunion avait été conçue au départ comme une rencontre en personne. C'était le cas de la première manifestation portant sur l'industrie agricole, tenue pendant deux jours à Berlin, dans le cadre de la "Semaine verte" – l'un des plus grands salons internationaux consacrés à l'agriculture et au commerce de produits alimentaires à l'échelle mondiale. En raison des restrictions aux déplacements provoquées par la pandémie qui sévit toujours, l'Institut a dû inévitablement s'adapter et reconfigurer le projet, remplaçant ainsi les réunions en présentiel par une série de webinaires. Même si les débats entre les participants ont été par la suite moins interactifs que prévu, ce n'est pas pour autant qu'ils ont été moins approfondis ou moins fructueux, comme en témoignent les actions stratégiques recommandées ci-après, à l'issue de notre dernier webinaire et de ceux qui l'ont précédé.